



# Observateur du Fonds Mondial

L'observateur indépendant  
du Fonds mondial

LETTRE D'INFORMATION

Numéro 6: 25 août 2014

OFM est une lettre d'information indépendante sur le Fonds mondial.

Pour télécharger les versions Word et PDF de ce numéro, cliquez [ici](#)

[Abonnez-vous](#) à l'OFM ou [ajoutez-le à votre abonnement](#).

Si votre logiciel de messagerie affiche mal ce courriel [visualisez-le comme une page web](#).

[OFM en direct](#)

>>

[Site Aidspan](#)

>>

[Ecrivez-nous](#)

>>

## AU SOMMAIRE:

### [1. NOUVELLES: Côte d'Ivoire - Libéria : le difficile suivi des femmes séropositives](#)

Dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, marqué par dix ans de crises politico-militaires, le sida touche les femmes de manière disproportionnée. Le Fonds mondial finance depuis 2012 des activités qui leur sont spécifiquement adressées, une aide tardive qui ne prend pas en compte le problème du suivi de ces femmes, dont beaucoup se déplacent régulièrement vers le Libéria.

### [2. NOUVELLES: La Conférence internationale sur le sida place les groupes vulnérables au cœur de la riposte mondiale](#)

Après avoir débuté avec la disparition dramatique de nombreux délégués à bord du vol n° 17 de la Malaysian Airlines, abattu dans l'est de l'Ukraine, la Conférence internationale sur le sida 2014 s'est terminée sur une note d'espoir pour les populations les plus touchées par

l'épidémie

### [3. NOUVELLES: Les fonds alloués aux pays aux revenus les plus faibles en hausse de plus de 20% avec le nouveau modèle de financement](#)

La transition du Fonds mondial vers le nouveau modèle de financement (NMF) produit l'effet escompté, à savoir, une augmentation des financements pour les pays les moins à même de financer eux-mêmes leurs actions et présentant des charges de morbidité élevées.

### [4. NOUVELLES: Martin O'Malley annonce son intention de démissionner de son poste d'inspecteur général du Fonds mondial](#)

After just over a year in his role as inspector general, Martin O'Malley has announced his intention to resign. Signature accomplishments of his brief tenure include a new system for engaging with stakeholders and the clearing of a backlog of legacy investigations.

### [5. NOUVELLES: Le Fonds mondial met ses espoirs dans la nouvelle taxe européenne sur les transactions financières](#)

Une tentative d'imposer une taxe sur la vente et l'achat de produits financiers dans au moins 10 pays européens marque des points et pourrait fournir une nouvelle source importante de financements pour le Fonds mondial de lutte contre le sida, tuberculose et le paludisme.

### [6. NOUVELLES: Le Fonds mondial propose une assistance technique sur les systèmes communautaires, les droits de l'homme et l'égalité des sexes](#)

Le 5 août dernier, le Conseil d'administration du Fonds mondial a approuvé une initiative spéciale visant à fournir une assistance technique sur les systèmes communautaires, les droits de l'homme et l'égalité des sexes, afin d'améliorer la qualité, la coordination et l'intégration des informations, des données et des activités nécessaires pour renforcer la participation des communautés à la planification et à la prise de décisions au niveau national.

### [7. NOUVELLES: De nouveaux outils pour aider les pays à mettre les femmes et les filles au centre de leurs notes conceptuelles](#)

La plupart des directives fournies aux pays par le Fonds mondial pour élaborer des notes conceptuelles dans le cadre du nouveau modèle de financement (NMF) insistaient sur la nécessité de mettre les femmes et les jeunes filles au centre des interventions proposées.

### [8. POINT DE VUE: Le nouveau modèle de financement encouragera-t-il l'ambition et](#)

## [l'innovation ?](#)

Le nouveau modèle de financement est l'occasion unique d'influer sur la vitesse de la riposte des pays contre les trois maladies, d'encourager l'innovation et de rattraper le retard accusé dans l'intensification des programmes depuis l'annulation de la série 11 du Fonds mondial.

**Voir plus bas, à la fin de cette lettre d'information, des [liens vers d'autres articles](#) disponibles sur le site web d'Aidspan.**

### **ARTICLES:**

#### **1. NOUVELLES: Côte d'Ivoire - Libéria : le difficile suivi des femmes séropositives**

Aurélie Fontaine

23 août 2014

Dix ans de conflits armés et d'insécurité ont favorisé la propagation du VIH en Côte d'Ivoire, particulièrement chez les femmes, dans la zone frontalières avec le Libéria, où des milliers ont été victimes de viols par les diverses forces combattantes et par des bandits, comme l'attestent de nombreux rapports, ou poussées vers la prostitution à cause de l'extrême pauvreté. Depuis 2012, le Fonds mondial finance des activités qui leur sont spécifiquement adressées, mais cette aide tardive et insuffisante ne prend pas encore en compte la difficulté d'assurer le suivi médical de ces femmes, dont beaucoup se déplacent régulièrement des deux côtés de la frontière.

#### **Beaucoup de femmes séropositives perdues de vue**

Lors de la crise post-électorale de 2010 et 2011, quelque 100 000 personnes ont fui les combats et se sont rendues au Libéria voisin. Aujourd'hui, près de 52 000 réfugiés sont encore au Libéria, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Beaucoup n'osent pas rentrer définitivement chez eux et font donc des allers-retours. « Nous donnons des médicaments aux femmes pour un mois, puis elles se retrouvent au Libéria pendant deux ou trois mois donc on les perd de vue et elles cessent alors leurs traitements », souligne le docteur Jonas Akafou, du centre de santé de Djouroutou, un village isolé près du Libéria.

La propagation du VIH parmi les Ivoiriennes est également favorisée par la prostitution, le plus souvent occasionnelle, comme l'explique Paulin Gbahi, infirmier au centre de santé de Taï, un village situé à quelques kilomètres de la frontière avec le Libéria. « Les déplacements de population favorisent énormément la transmission du VIH. Les jeunes filles sont tantôt au Libéria, tantôt en Côte d'Ivoire. Dans le village il n'y a pas trop de prostitution en tant qu'activité

principale, mais si par exemple une dame loue sa maison, elle va aussi proposer ses services. »

*« En Côte d'Ivoire, seule 18% de la population est dépistée, rappelle Dramane Cissé, assistant social au centre de dépistage de l'hôpital public de Duékoué, une des plus importantes villes de l'ouest ivoirien et qui a été durement touchée lors de la guerre civile de 2010 et 2011. Par exemple, les ex-combattants sont peu éduqués, ils n'ont que très peu accès à la sensibilisation. Ils multiplient les partenaires car ils bougent beaucoup. En plus, ils ne prennent pas leurs précautions. A Duékoué le taux de prévalence du VIH est de 5,25% (contre 3,7% au niveau national), selon l'enquête menée par le district en 2013. Ce pourcentage a été calculé selon les personnes qui se font dépister donc en réalité ce chiffre est bien plus élevé. »*

Fatoumata (le prénom a été modifié), en couple avec un ancien combattant et séropositive, a été dépistée à Duékoué. « Je suis fidèle car comme je suis infectée je ne veux pas transmettre le virus. Au début je l'ai caché à mon compagnon mais maintenant il le sait, donc on utilise des préservatifs que l'hôpital nous donne. Mais je ne crois pas que lui soit fidèle », raconte la jeune femme, dans un bureau de l'hôpital de Duékoué. Fatoumata a pu être prise en charge, parce qu'elle l'a demandé. Mais le plus souvent, par ignorance, par peur d'être jugée, par manque d'argent ou encore à cause d'une distance trop grande avec un centre de dépistage, beaucoup ne se soignent pas.

### **Une intervention tardive dans l'ouest du pays**

*« L'enquête a montré que l'épidémie est bien concentrée à l'ouest du pays, d'où les initiatives financées par le Fonds mondial dans cette région, où il y a beaucoup de mouvements de population », note Venance Kouakou, directeur d'Heartland Alliance Côte d'Ivoire, sous-réceptaire d'Alliance Côte d'Ivoire.*

Depuis 2012, le Fonds mondial finance des dispositifs essentiellement à destination des travailleuses du sexe. Ainsi, lors de la phase 1 (septembre 2012-janvier 2013), \$475 000 ont été consacrés à des activités de sensibilisation, suivis \$1.4 million pour la phase 2 (janvier 2013-2016). « 13 districts et 15 localités (dont les villes de Toulepleu, Bangolo, Danané et Biankouma) sont concernés par la mise en place de cliniques de nuit deux fois par mois, à proximité des sites de prostitution. Des unités qui leur permettent de se faire dépister la nuit près de leur lieu de travail », souligne Flavienne Ouelle, directrice des programmes chez Heartland Alliance.

Ces cliniques de nuit, où médecins et infirmières peuvent dépister le VIH, sans toutefois y distribuer d'antirétroviraux, offrent des services plus discrets que les centres de santé, explique le docteur Camille Anoma, coordonnateur de l'ONG Espace Confiance, sous-réceptaire du Fonds mondial pour une initiative similaire dans l'est, à la frontière du Ghana. « C'est une bien

*meilleure stratégie car elle offre des services plus accessibles, plutôt que d'attendre que les bénéficiaires aillent se soigner dans les centres de santé. Auparavant, la stratégie était de référer les homosexuels et les travailleurs du sexe vers les structures publiques de santé. Je suis assez circonspect sur l'efficacité de cette méthode. Car comment s'assurer que ces personnes iront se faire prendre en charge ? Les préjugés sur le travail du sexe et l'homosexualité sont encore forts, même chez les prestataires de santé »*

Pour tenter d'assurer un suivi médical, une autre méthode est testée à Abidjan. Il s'agit cette fois de distribuer des cartes aux femmes séropositives, une sorte de mini-dossier médical, afin que ces personnes qui se déplacent régulièrement puissent être suivies efficacement, quel que soit le centre de santé où elles se rendent. La phase pilote de ce système informatisé, terminée en juin, devrait être suivie par une demande de financement au Fonds mondial avant la fin de 2014, selon le Programme de lutte contre le sida chez les populations hautement vulnérables.

[Cet article a été publié le 23 août 2014.]

Pour commenter cet article, cliquez [ici](#).

[HAUT](#)

---

## **2. NOUVELLES: La Conférence internationale sur le sida place les groupes vulnérables au cœur de la riposte mondiale**

Lauren Gelfand

21 août 2014

*Des milliers de délégués appellent à l'élimination des pratiques discriminatoires et de criminalisation envers les personnes les plus vulnérables à l'épidémie.*

Après avoir débuté avec la disparition dramatique de nombreux délégués à bord du vol n° 17 de la Malaysian Airlines, abattu dans l'est de l'Ukraine, la Conférence internationale sur le sida 2014 s'est terminée sur une note d'espoir pour les populations les plus touchées par l'épidémie. Plus de 14 000 délégués ont approuvé et signé le 25 juillet la Déclaration de Melbourne qui place les principes d'inclusion et de tolérance au cœur de la riposte mondiale et appelle à abolir les pratiques discriminatoires et de criminalisation envers les personnes vivant avec le VIH ou particulièrement vulnérables à l'épidémie à cause de leur genre ou leurs préférences sexuelles.

.« Le sida ne connaîtra aucune fin sans assurer le respect et la dignité de toutes les personnes, l'équité dans l'accès aux services de santé et la justice sociale, déclare le président sortant de la Conférence internationale sur le sida, Françoise Barré-Sinoussi. Nous devons crier haut et fort que nous ne resterons pas les bras croisés lorsque les gouvernements, en violation de tous les principes des droits de l'homme, appliquent des lois monstrueuses qui ne marginalisent les populations qui sont déjà les plus vulnérables de la société. Je suis très heureux que la semaine qui s'achève ait réaffirmé clairement que notre engagement s'étend largement au-delà du VIH. »

Une telle recommandation ne concerne cependant que les systèmes qui oppriment les individus les plus affectés par la maladie, en particulier les lois, les politiques et les pratiques qui entravent la mise en œuvre et l'extension des services de soins de santé pour les populations clés.

Les lois discriminatoires adoptées au Nigeria, en Russie et en Ouganda ont été pointées du doigt non seulement pour les sanctions draconiennes qu'elles infligent aux personnes présentant des comportements homosexuels, mais également la peur et le frein à l'accès aux soins de santé qu'elles engendrent pour les groupes les plus vulnérables.

« Nous ne pouvons pas permettre que les homosexuels, les consommateurs de drogues, les travailleurs du sexe restent si vulnérables, tout simplement parce que les gouvernements les persécutent, les stigmatisent et les discriminent. Nous connaissons les résultats des politiques répressives, nous avons des chiffres », déclare le Directeur exécutif du Fonds mondial, M. Mark Dybul. « En tant que chercheur, je peux dire que sur la base des données scientifiques existantes, nous connaissons les conséquences de ces politiques ultra-répressives. Ces gouvernements doivent en assumer la responsabilité, parce que c'est leur politique qui sera responsable d'une nouvelle épidémie. Est-ce ce qu'ils veulent? »

Il a également été demandé aux délégués de la conférence de s'engager à l'objectif ambitieux de mettre fin à l'épidémie d'ici 2030, c'est-à-dire que les personnes déjà infectées évitent de transmettre la maladie à autrui grâce à une combinaison d'outils existants - notamment les antirétroviraux.

Pour ce faire, toutefois, il faut une augmentation significative du nombre de cas de VIH détectés et une augmentation de 13 millions du nombre de personnes actuellement sous antirétroviraux. Selon les estimations de l'ONUSIDA, 19 millions des 35 millions de personnes dans le monde vivant avec le VIH n'ont pas encore subi un test de dépistage -- ni même été identifiés.

La nouvelle stratégie 90-90-90 vantée lors de la conférence permettrait d'élargir les tests afin que 90% des personnes infectées par le VIH connaissent leur statut. Dans ce groupe, 90% des patients recevraient un traitement antirétroviral régulier et 90% connaîtraient une présence du virus suffisamment faible dans leur organisme pour qu'il soit peu probable qu'ils le transmettent à

d'autres.

Selon M. Dybul, cet objectif constitue un tournant historique « un moment où nous pouvons considérer la propagation du VIH comme une épidémie et réduire son endémicité ».

Pour y parvenir, un changement profond dans la mise en œuvre des programmes est nécessaire grâce à des investissements de meilleure qualité et mieux ciblés sur des interventions qui tiennent compte des besoins culturels et communautaires et intègrent un suivi et une évaluation des résultats et de l'impact.

« Si nous continuons à faire ce que nous faisons, si nous continuons à faire ce que nous avons commencé il y a 12 ans et ne changeons pas, nous nous retrouverons face à une recrudescence de l'épidémie, déclare M. Dybul. La question n'est plus : 'pouvons-nous le faire ?', mais plutôt 'le ferons-nous ?' »

Mais si la bonne volonté était très certainement manifeste à la Conférence internationale sur le sida, le chemin pour remplir l'engagement des délégués reste moins évident, notamment en matière de financement. Le programme qui devrait succéder en 2015 aux objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU n'a pas encore explicitement abordé la riposte au VIH : un oubli qui préoccupe un certain nombre de participants à la conférence ainsi que les décideurs du monde entier. La dépense annuelle liée à la prévention et au traitement estimée à 19 milliards de dollars - dont une grande partie provient de mécanismes de financement externes, y compris le Fonds mondial - est restée stable depuis plusieurs années et est peu susceptible d'augmenter dans les prochaines années.

[Cet article a été publié le 21 août 2014.]

Pour commenter cet article, cliquez [ici](#).

[HAUT](#)

---

### **3. NOUVELLES: Les fonds alloués aux pays aux revenus les plus faibles en hausse de plus de 20% avec le nouveau modèle de financement**

David Garmaise

23 août 2014

*Les allocations des autres pays sont comparables aux derniers financements reçus*

La transition du Fonds mondial vers le nouveau modèle de financement (NMF) produit l'effet escompté, à savoir, une augmentation des financements pour les pays les moins à même de financer eux-mêmes leurs actions et présentant des charges de morbidité élevées.

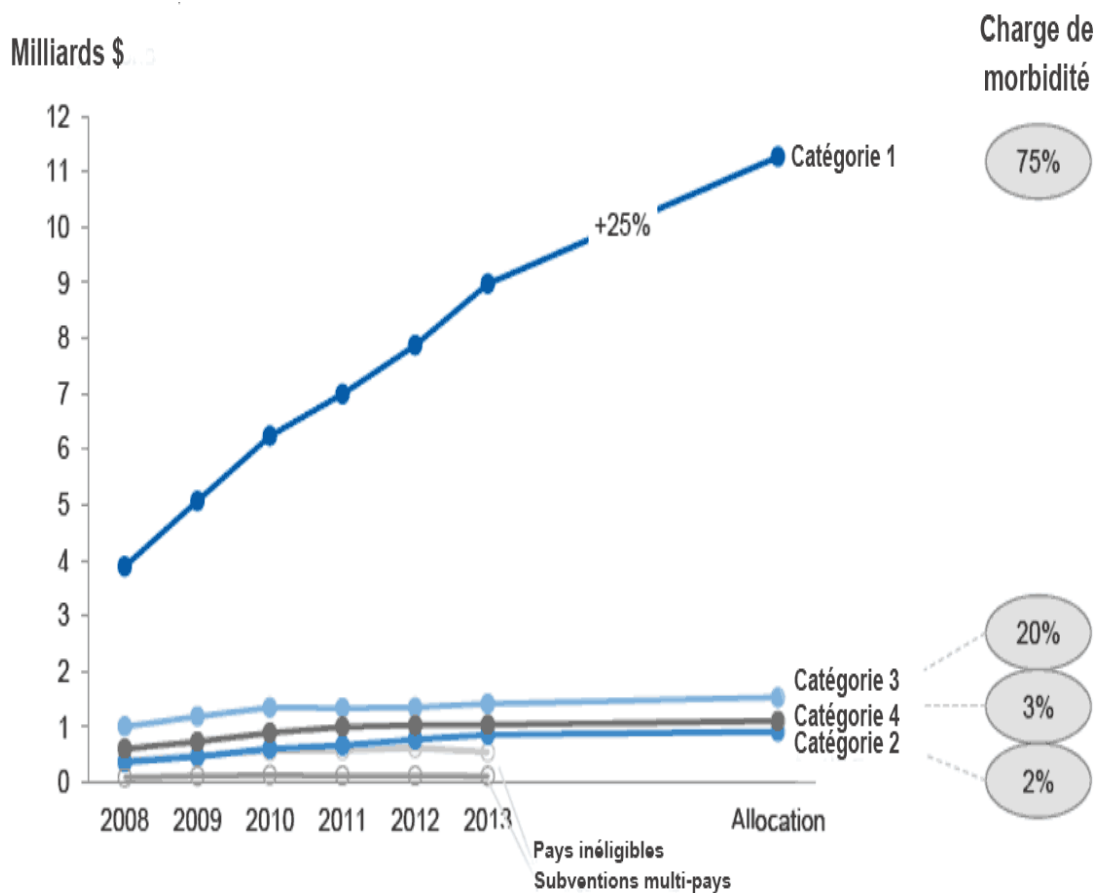
Une étude récente publiée par le Secrétariat dans son rapport mensuel au Conseil d'administration fait état d'une hausse d'environ 20% des financements accordés aux pays des catégories 1 et 2 pour la période de 2014-2016 par rapport à la période 2010-2013. Pour les autres pays en revanche, les financements n'ont que très peu augmenté et sont restés pratiquement stables par rapport à la période précédente. Seuls les financements accordés aux pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale n'ont pas augmenté.

Le montant total des allocations pour la période 2014-2016 s'élève à 14,8 milliards de dollars pour l'ensemble des pays, tandis que les décaissements effectués sur la période 2010-2013 s'élevaient à 12,3 milliards de dollars.

L'analyse s'appuie sur plusieurs paramètres. Les sommes allouées aux 39 pays de la catégorie 1 ont augmenté de 25%, alors que les montants alloués aux pays des trois autres catégories sont demeurés pratiquement inchangés (cf. Figure 1).

Figure 1 : Niveaux de financement récents et allocations actuelles, par catégorie



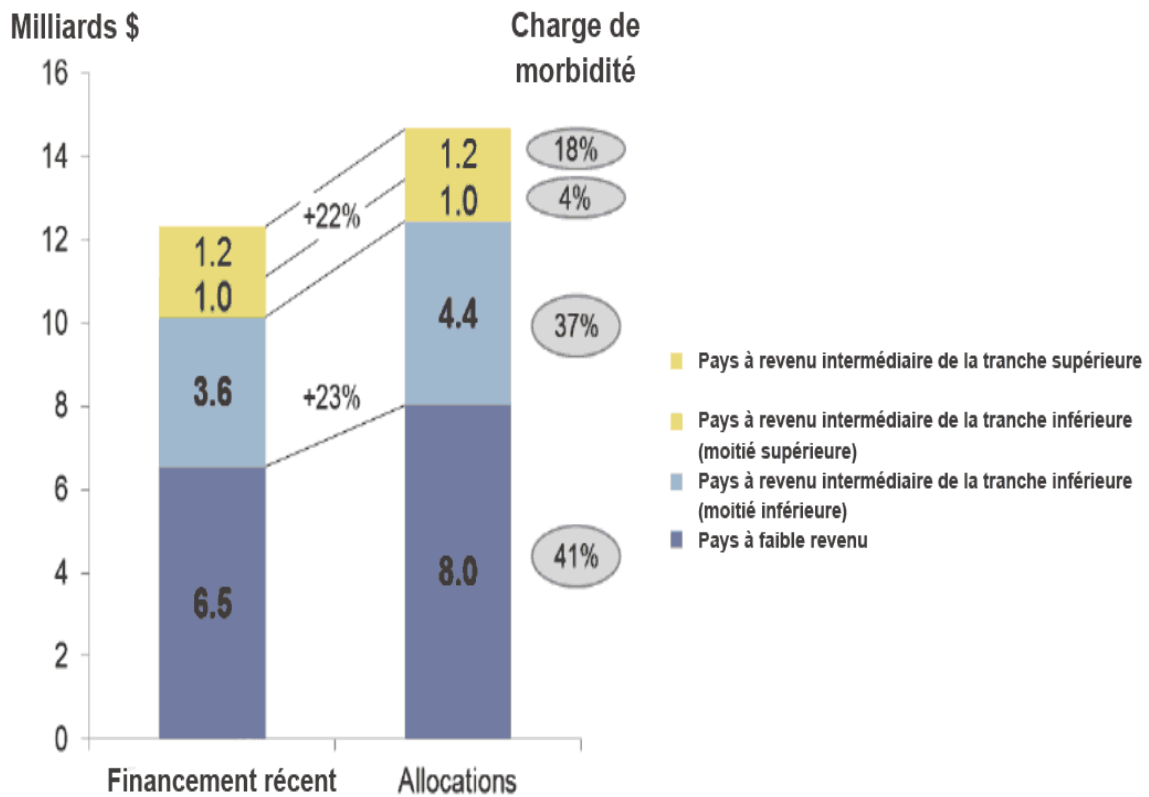


Tous les chiffres cités dans cet article proviennent du rapport sur les résultats du nouveau modèle de financement de juillet 2014 ([Progress Update on the New Funding Model](#) – en anglais).

Les allocations des 31 pays dans lesquels la charge de morbidité est la plus élevée sont en hausse de 28%. Ces pays représentent 86% de la charge de morbidité totale parmi les pays qui peuvent prétendre à un financement.

Les allocations des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont augmenté d'environ 20%. Le financement des pays admissibles restants – à revenu intermédiaire – est resté stable (cf. Figure 2).

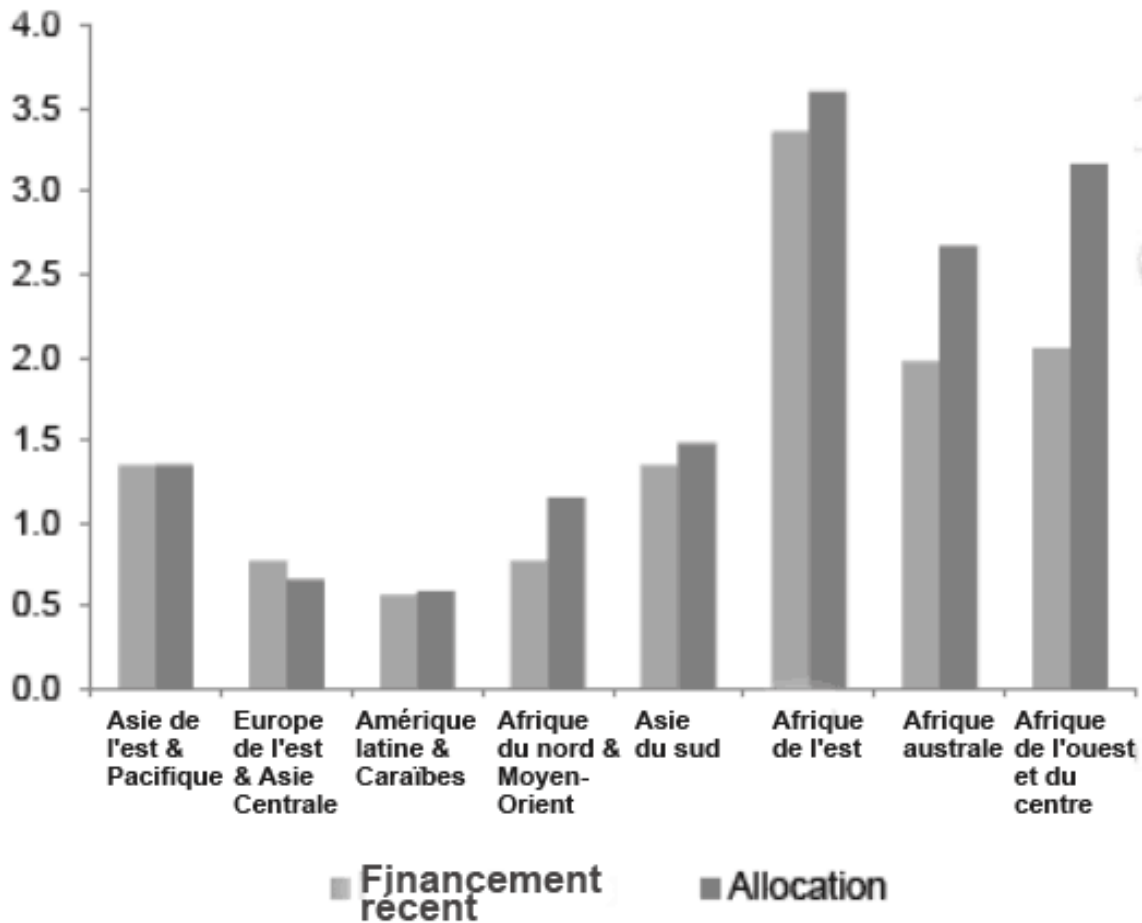
Figure 2 : Niveaux de financement récents et allocations actuelles, par niveau de revenu



Les régions dont les niveaux de financement récents étaient les plus faibles par rapport à leurs charges de morbidité – Afrique australe, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale – ont bénéficié des plus fortes augmentations (cf. Figure 3).

Figure 3 : Niveaux de financement récents et allocations actuelles, par région

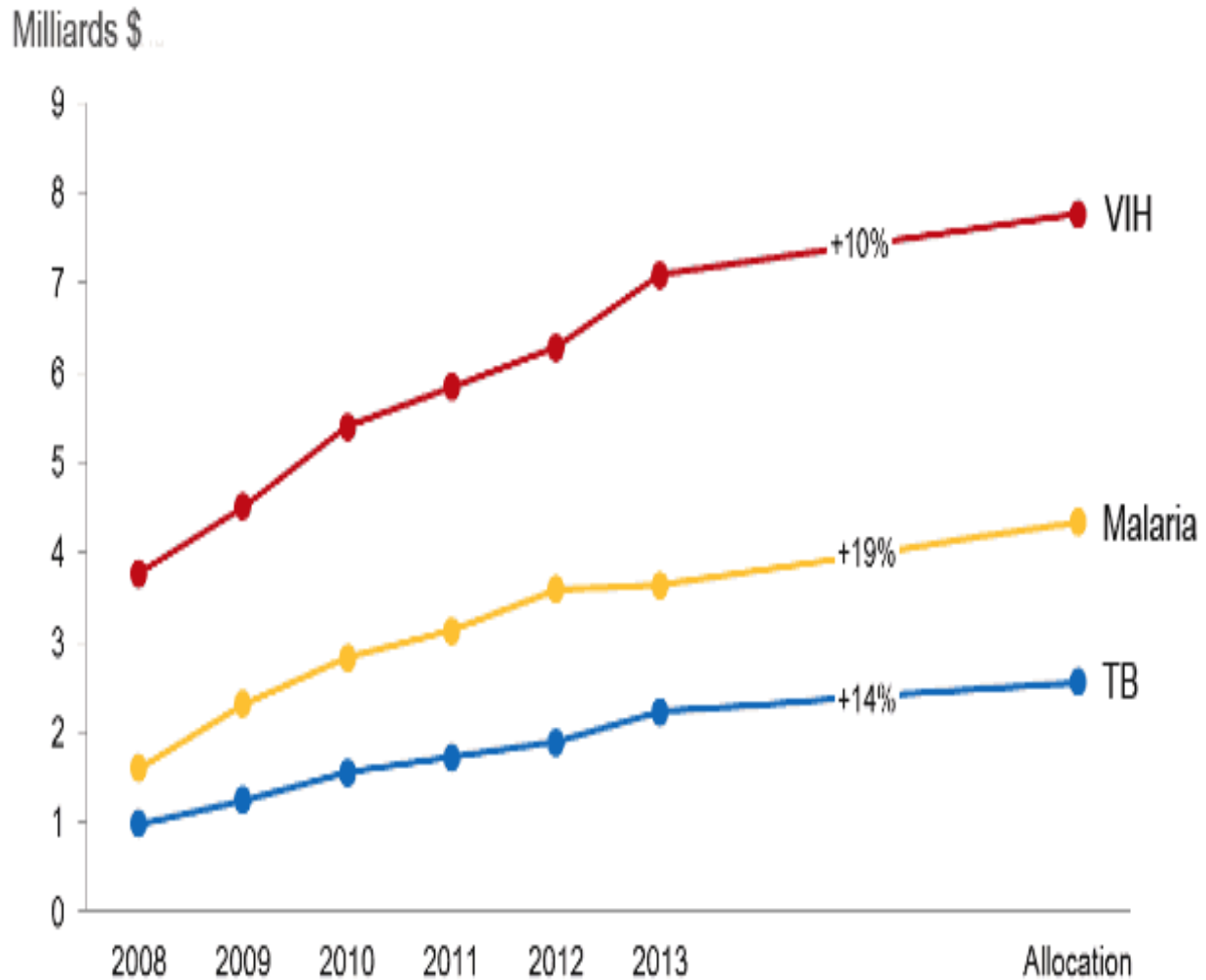
Milliards \$



Les niveaux de financement sont restés stables en Europe de l'Est et en Asie centrale, en grande partie à cause du fait qu'il a été estimé que les pays de cette région avaient été surfinancés par le passé. Ces pays ont donc reçu des allocations proportionnellement inférieures à l'ensemble des financements récents.

Les montants alloués à chaque composante maladie sont également plus élevés que dans les cycles de financement antérieurs. La plus forte augmentation concerne le paludisme, avec une hausse de 19% par rapport à la période 2010-2013, en se basant sur les répartitions par maladie suggérées aux pays, lesquelles sont susceptibles de changer. Se reporter à la figure 4 pour plus de détails.

Figure 4 : Niveaux de financement récents et allocations actuelles, par maladie



Remarques : les décaissements pour la lutte contre l'infection commune par le VIH et la tuberculose ont été répartis de manière égale entre le VIH et la tuberculose. Les décaissements pour le renforcement des systèmes de santé ont été répartis proportionnellement aux montants alloués à chaque maladie. Cet historique inclut tous les financements, indépendamment des critères d'admissibilité actuels.

Le rapport sur les résultats a montré que 39% seulement des composantes jugées surfinancées ont été concernées par la réduction totale de 25% par rapport aux financements récents, qui fait partie de la méthodologie d'allocation. Cela est dû aux importantes subventions existantes pour ces composantes, auxquelles le Conseil d'administration avait promis de ne pas toucher. En moyenne, les sommes allouées à ces composantes surfinancées ont augmenté de 22% par rapport aux financements récents.

Lire l'article [en anglais](#). Read this article [in English](#).

[Cet article a été publié le 23 août 2014.]

Pour commenter cet article, cliquez [ici](#).

[HAUT](#)

---

#### **4. NOUVELLES: Martin O'Malley annonce son intention de démissionner de son poste d'inspecteur général du Fonds mondial**

Lauren Gelfand

07 août 2014

*Son départ en début 2015 devrait donner assez de temps au Conseil d'administration pour le recrutement d'un remplaçant*

Martin O'Malley annonce son intention de démissionner de son poste d'inspecteur général, à compter de début 2015. Il laisse entendre que cette décision de quitter le poste qu'il occupe depuis la mi-2013 est motivée par des raisons personnelles.

Dans une déclaration publiée par le Fonds le 4 août, O'Malley exprime « son profond regret et sa grande tristesse » concernant la décision de réduire son engagement de six ans auprès du Fonds dont-il qualifie le travail de « fascinant, absorbant et noble ».

Parmi les réalisations à mettre à son actif, on peut citer la mise en place d'un nouveau système de recrutement des parties prenantes au niveau national et du Secrétariat, et l'amélioration de la communication de l'information sur les résultats et les conclusions. Un arriéré d'enquêtes accumulées a également été apuré.

En outre, de nombreux éléments significatifs du plan de travail du Bureau de l'inspecteur général n'ont pas encore été réalisés par l'équipe O'Malley, notamment le travail qui influencera directement l'orientation stratégique du Fonds mondial.

En mars de cette année, l'équipe s'est engagée à mener les audits de 14 pays (voir l'article [ici](#)). Par ailleurs, 38 allégations d'actes répréhensibles devaient être examinées par l'Unité chargée des enquêtes du Bureau de l'inspecteur général. Nul ne sait combien de ces enquêtes ont été achevées.

O'Malley a clairement fait savoir au Fonds qu'il envisage réaliser un certain nombre de travaux

stratégiquement sensibles avant de quitter son poste, notamment l'examen de la gouvernance du Fonds et de son cadre éthique. Le plan stratégique du Bureau de l'inspecteur général pour 2015 et au-delà ainsi que le modèle d'assurance combinée du Fonds doivent également être élaborés avant son départ.

Dans une déclaration, la présidente du Conseil d'administration, Nafsiah Mboi, exprime sa tristesse au nom du Fonds à propos de la nouvelle du départ d'O'Malley.

« En un an seulement, Martin a prouvé qu'il était exceptionnel et a procédé à une transformation du Bureau de l'inspecteur général, en faisant montre de compétence, de professionnalisme et d'un sens élevé d'intégrité dans la réalisation des audits et des enquêtes », écrit-elle.

Tous les efforts visant à assurer un bon déroulement de la transition, notamment un processus ouvert et en temps opportun du remplacement d'O'Malley, seront déployés pour garantir que le travail du Bureau de l'inspecteur général se poursuivra de « manière totalement indépendante, transparente et rigoureuse », ajoute-t-elle.

O'Malley a été nommé en juin 2013 au poste d'inspecteur général. Sa nomination est intervenue à la fin du mandat de son prédécesseur en novembre 2012. Son mandat non renouvelable devait durer six ans à compter de sa prise de fonctions en septembre 2013.

Lire l'article [en anglais](#). Read this article [in English](#).

[Cet article a été publié le 07 août 2014.]

Pour commenter cet article, cliquez [ici](#).

[HAUT](#)

---

## **5. NOUVELLES: Le Fonds mondial met ses espoirs dans la nouvelle taxe européenne sur les transactions financières**

David Garmaise

23 août 2014

*La taxe sur les produits financiers pourrait être une manne pour la lutte mondiale contre les trois maladies*

Une tentative d'imposer une taxe sur la vente et l'achat de produits financiers dans au moins 10

pays européens marque des points et pourrait fournir une nouvelle source importante de financements pour le Fonds mondial de lutte contre le sida, tuberculose et le paludisme.

Dix pays européens membres de l'Union européenne ont adopté la politique relative à la taxe sur les transactions financières (TTF) qui entrera en vigueur au début de 2016. Des négociations sont encore en cours pour déterminer la destination des recettes provenant de la TTF.

L'Autriche, la Belgique, l'Estonie, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, le Portugal, la Slovaquie et l'Espagne ont tous accepté de percevoir la taxe sur l'achat et la vente de produits financiers, tels que les actions, les obligations, les options et les contrats à terme. La Slovénie devait également adopter la TTF, mais la démission de son ministre des Finances a remis sa participation en cause.

La TTF pourrait générer des recettes dans l'ordre de plusieurs dizaines de milliards de dollars par an. Selon les [estimations](#) (PDF – en anglais) des chercheurs espagnols, la TTF de l'UE pourrait réaliser en Espagne des recettes annuelles d'un montant de 5 milliards d'euros (environ 8 milliards de dollars).

Il y a un optimisme prudent que ces revenus pourraient être alloués pour s'occuper des problèmes de développement dans le monde, notamment la santé mondiale.

Dans une série de déclarations faites lors de la Conférence internationale sur le sida de juillet en Australie, Christoph Benn, Directeur des Relations Externes du Fonds mondial, a salué cette initiative, avant d'ajouter : « Au cours des prochains mois, les pays participants détermineront la répartition de ces ressources supplémentaires. Il sera essentiel d'allouer une partie des recettes à des questions de développement et à la santé mondiale. Ces ressources pourraient augmenter la marge de manœuvre budgétaire de plusieurs pays donateurs pour fournir des ressources supplémentaires nécessaires à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, notamment à travers le Fonds mondial, un instrument de choix ».

Des ONG espagnoles ont lancé une campagne pour réserver 50% des recettes de la TTF aux problèmes mondiaux tels que la pauvreté et le changement climatique. Une ONG, Salud por Derecho, prend parti pour le Fonds mondial pour bénéficier de ces recettes -- qui, à leur tour, aideront l'Espagne à reprendre sa place de contributeur important du Fonds mondial. Le pays a choisi de se désengager de la quatrième reconstitution des ressources en décembre 2013 à cause de la crise financière.

La France a déjà adopté une TTF nationale, allouant 8% des recettes au Fonds mondial dans le cadre de sa contribution au Fonds. Selon les prévisions, la TTF de l'UE remplacera la TTF

française, et les ONG françaises ont exprimé l'espoir de voir le Fonds mondial rester un bénéficiaire de ces recettes.

Le plus grand centre financier d'Europe -- le Royaume-Uni -- s'est vivement opposé à l'imposition d'une TTF en raison de l'impact potentiel qu'elle pourrait avoir sur le secteur bancaire, en dépit d'une vaste campagne visant à encourager la participation à la politique de l'UE. Les États-Unis s'abstiennent également d'imposer une TTF. Ces deux pays contribuent des sommes considérables au Fonds mondial.

Lire l'article [en anglais](#). Read this article [in English](#).

[Cet article a été publié le 23 août 2014.]

Pour commenter cet article, cliquez [ici](#).

[HAUT](#)

---

## **6. NOUVELLES: Le Fonds mondial propose une assistance technique sur les systèmes communautaires, les droits de l'homme et l'égalité des sexes**

Angela Kageni

23 août 2014

*Les communautés et les organisations de la société civile peuvent désormais bénéficier d'un soutien du Fonds mondial pour des activités en rapport avec les systèmes communautaires, les droits de l'homme et l'égalité des sexes*

Le 5 août dernier, le Conseil d'administration du Fonds mondial a approuvé une initiative spéciale visant à fournir une assistance technique sur les systèmes communautaires, les droits de l'homme et l'égalité des sexes, afin d'améliorer la qualité, la coordination et l'intégration des informations, des données et des activités nécessaires pour renforcer la participation des communautés à la planification et à la prise de décisions au niveau national.

Gérée par un département spécial au sein du Secrétariat, cette assistance technique mettra l'accent sur les moyens permettant de surmonter les obstacles liés aux droits de l'homme et aux inégalités, notamment les inégalités entre les sexes. Les travaux soutenus par le département étudieront également la meilleure façon pour les investissements du Fonds mondial de répondre aux priorités fixées.



Lors de sa 31<sup>e</sup> réunion qui s'est tenue en mars dernier à Jakarta, le Conseil d'administration a [approuvé](#) plusieurs initiatives spéciales qui seront prises par le Secrétariat. Ces initiatives spéciales seront financées à hauteur de 100 millions de dollars, dont 15 seront consacrés à l'assistance technique portant sur les systèmes communautaires, les droits de l'homme et l'égalité entre les sexes. Cette aide est censée favoriser la participation des populations clés au dialogue national et à l'élaboration des notes conceptuelles.

Les pays qui n'ont pas encore soumis leurs notes conceptuelles dans le cadre du nouveau modèle de financement (NMF) peuvent prétendre à cette assistance. Le troisième créneau pour présenter une note conceptuelle au Fonds mondial se terminait le 15 août. En date du 15 juin, 33 notes conceptuelles avaient été soumises au Fonds.

Les réseaux et les organisations de la société civile au niveau national, les populations clés, les femmes et les personnes vivant avec ou affectées par les maladies (VIH, tuberculose et/ou paludisme) bénéficieront en priorité de cette assistance technique.

Les demandes émanant des instances de coordination nationale (ICN) seront étudiées si elles ont été élaborées et présentées en collaboration avec l'un des groupes énumérés ci-dessus. L'assistance ne concerne pas les phases d'établissement et de mise en œuvre des subventions.

Les demandes jugées admissibles par le département concerné seront classées par ordre de priorité, l'aide étant d'abord accordée aux organisations pouvant prouver qu'elles n'ont pas réussi à recevoir le soutien d'autres partenaires techniques.

Le programme d'assistance technique sur les systèmes communautaires, les droits de l'homme et l'égalité des sexes couvre principalement trois domaines :

1. Analyse de la situation et évaluations des besoins : Les travaux doivent produire des analyses éclairées par des données probantes, qui traduisent les besoins des populations les plus exposées au risque d'infection comme les professionnelle du sexe, les personnes transgenres et les consommateurs de drogues injectables. Cela nécessitera d'améliorer l'accès à des données probantes nécessaires pour exprimer clairement ce qui fonctionne (ou pas) sur le plan des communautés, des droits de l'homme et de l'égalité des sexes, ainsi que la meilleure manière de répondre aux besoins des populations clés.

Les activités pourront être les suivantes : détermination des effectifs des populations clés et des populations affectées ; traduction des documents importants du Fonds mondial dans des langues locales ; analyse des inégalités entre les sexes susceptibles d'avoir une incidence sur les investissements du Fonds mondial ou évaluations de la vulnérabilité aux trois maladies selon le

sexe ; analyse des environnements juridiques (favorables ou non) ; recherches sur la façon de recueillir des données ventilées par sexe et par âge prouvant l'impact des actions entreprises, ou sur la façon d'améliorer la participation de la communauté aux programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme ainsi qu'aux programmes de renforcement des systèmes communautaires.

2. Participation au dialogue national : Dans le cadre de ces travaux, il faudra veiller à ce que la société civile, les populations clés et les communautés aient la possibilité de participer davantage aux débats nationaux sur l'établissement des priorités et la planification, en plaidant pour l'inclusion des communautés et pour des actions fondées sur les droits et l'égalité des sexes.

Les activités pourront être les suivantes : réunions d'information sur le nouveau modèle de financement du Fonds mondial ; formation à la rédaction d'une note conceptuelle ou à l'élaboration de programmes efficaces par des maîtres d'œuvre de la société civile ; documentation des contributions des communautés à l'intention des ICN et des équipes de rédaction des notes conceptuelles ; sensibilisation et vulgarisation juridique pour la préparation des notes conceptuelles ; examen des notes conceptuelles élaborées avant de soumettre celles-ci au Fonds mondial.

3. Soutien à l'élaboration des programmes : L'assistance technique peut être fournie pour aider les communautés, les organisations et les réseaux à élaborer, planifier et budgétiser des programmes ou des interventions qui figureront dans les notes conceptuelles, en accordant une attention toute particulière aux programmes axés sur les communautés, les droits de l'homme, l'égalité entre les sexes et les populations clés.

Les spécialistes du département chargé de ces questions au Fonds mondial sont des représentants de réseaux issus de la société civile et des populations clés, qui ont été sélectionnés suite à un appel d'offres.

L'unité établira des contacts fréquents avec les partenaires et les équipes de pays concernés. Tous les experts retenus sont passés par un long processus de présélection et d'évaluation afin de s'assurer de leurs solides compétences dans les domaines des systèmes communautaires, des droits de l'homme et de l'égalité des sexes, en rapport avec les trois maladies contre lesquelles lutte le Fonds mondial.

Les personnes intéressées par cette assistance pourront trouver les formulaires de demande sur le site Web du Fonds mondial. Les formulaires dûment remplis devront être envoyés à [CRGTA@theglobalfund.org](mailto:CRGTA@theglobalfund.org), accompagnés d'un plan de travail et d'un budget détaillés pour

chaque projet.

L'acceptation des demandes prendra environ : 15 à 30 jours pour des demandes simples (par exemple, examen et analyse rapide de documents) ; 25 à 40 jours pour des requêtes plus complexes portant chacune sur un seul problème (par exemple, l'organisation des réunions avec les populations clés dans le cadre du dialogue au niveau du pays) ; 25 à 50 jours pour des activités plus complexes portant sur un ou plusieurs problèmes majeurs (par exemple, faire une analyse de la situation et organiser plusieurs réunions consultatives).

Chaque mission terminée sera évaluée afin d'en tirer des enseignements.

Lire l'article [en anglais](#). Read this article [in English](#).

[Cet article a été publié le 23 août 2014.]

Pour commenter cet article, cliquez [ici](#).

[HAUT](#)

---

## **7. NOUVELLES: De nouveaux outils pour aider les pays à mettre les femmes et les filles au centre de leurs notes conceptuelles**

David Garmaise

23 août 2014

*L'absence d'interventions sexospécifiques dans certaines notes conceptuelles a conduit le Fonds mondial à renvoyer ces notes aux pays concernés*

La plupart des directives fournies aux pays par le Fonds mondial pour élaborer des notes conceptuelles dans le cadre du nouveau modèle de financement (NMF) insistaient sur la nécessité de mettre les femmes et les jeunes filles au centre des interventions proposées. Deux institutions des Nations Unies ont maintenant publié des outils pour aider les pays à atteindre cet objectif en intégrant l'égalité des sexes dans les propositions soumises au Fonds mondial en vue d'obtenir un financement.

L'ONUSIDA a publié un [outil d'évaluation sexospécifique](#) (en anglais) pour aider les pays à évaluer et accroître l'impact de leurs actions contre l'épidémie de VIH sur les femmes et les filles. L'outil a pour but de faciliter l'élaboration et l'examen des plans stratégiques nationaux et

d'inspirer le contenu des notes conceptuelles soumises au Fonds mondial.

Le PNUD a également préparé une [checklist pour l'intégration du genre dans le nouveau modèle de financement](#) (PDF).

Les deux outils ont été présentés le 22 juillet à Melbourne (Australie), lors d'une session de la Conférence internationale sur le sida consacrée à l'intégration de l'égalité des sexes dans le NMF.

Marijke Wijnroks, chef du personnel au Fonds mondial et l'une des architectes de la stratégie du Fonds pour l'égalité entre les sexes, a expliqué que certaines notes conceptuelles avaient déjà été renvoyées pour révision car elles n'accordaient pas assez d'importance aux questions sexospécifiques.

Claudia Ahumada de l'ONUSIDA a expliqué que l'outil mis au point par son organisation nécessitait la participation de nombreuses parties prenantes pour aborder non seulement la riposte au VIH, mais aussi les éventuelles lacunes de cette riposte qui exigeront d'autres interventions à l'avenir.

L'outil a déjà été utilisé dans 35 pays. Même s'il sert d'abord à élaborer le plan stratégique national, puis la note conceptuelle, il a été utilisé à différents stades de la mise en œuvre du processus du NMF dans les pays, à commencer par la phase de dialogue national.

Selon Ludo Bok, l'outil du PNUD est une liste de 22 éléments à vérifier aux différentes étapes du processus du NMF, afin de s'assurer que l'égalité des sexes est prise en compte à chaque étape.

Nazneen Damji, conseillère d'ONU-Femmes pour les politiques sur l'égalité des sexes et le VIH/sida, a informé l'assemblée de la publication en 2013 d'un [recueil d'indicateurs sur le VIH et l'égalité des sexes](#) (en anglais). Les indicateurs de cette liste ont déjà été utilisés pour évaluer des interventions en rapport avec l'égalité des sexes et pourraient être inclus dans les notes conceptuelles.

Lire l'article [en anglais](#). Read this article [in English](#).

[Cet article a été publié le 23 août 2014.]

Pour commenter cet article, cliquez [ici](#).

[HAUT](#)

---

## 8. POINT DE VUE: Le nouveau modèle de financement encouragera-t-il l'ambition et l'innovation ?

Kerstin Akerfeldt et Mit Philips

21 août 2014

Le nouveau modèle de financement est l'occasion unique d'influer sur la vitesse de la riposte des pays contre les trois maladies, d'encourager l'innovation et de rattraper le retard accusé dans l'intensification des programmes depuis l'annulation de la série 11 du Fonds mondial.

Cependant, les équipes de Médecins Sans Frontières (MSF) dans un certain nombre de pays ont observé un manque d'information claire et une confusion inquiétante en ce qui concerne les principales caractéristiques du nouveau modèle de financement. Associer de faibles allocations à cette confusion, en particulier par rapport au manque de transparence sur la « présentation exhaustive des besoins », risque de décourager les pays à développer des plans stratégiques nationaux ambitieux afin d'accroître l'accès de leurs populations aux services de traitement et de prévention.

Dans le cadre du nouveau modèle de financement, les pays reçoivent une enveloppe ou « allocation » initiale, calculée en pourcentage du total des fonds disponibles après la reconstitution des ressources. Un deuxième fonds « d'encouragement » offre des financements par la mise en concurrence des notes conceptuelles les plus solides et ambitieuses. En outre, les demandes pour des programmes de grande qualité qui ne peuvent pas être subventionnées par ces deux méthodes sont enregistrées comme « demandes de qualité non financées » qui peuvent être considérées par le Fonds ou d'autres bailleurs lorsque des ressources additionnelles deviennent disponibles. L'expérience de MSF laisse croire que ces possibilités supplémentaires d'obtenir des fonds pour des programmes de qualité nécessitant plus de ressources que l'allocation sont encore mal comprises.

Dans les pays tels que la République démocratique du Congo (RDC) et la Guinée, la possibilité et même l'opportunité de formuler des demandes au-delà de l'allocation ont été mises en doute. S'il n'existe en fait aucun plafond dans la mesure où le nouveau modèle de financement vise à encourager la présentation exhaustive des besoins, il a été recommandé à certains pays de réduire la taille de leurs demandes jugées simplement « trop élevées ».

Dans des pays comme le Malawi et le Mozambique, des directives concernant la présentation exhaustive des besoins étaient floues. Les pays connaissant de graves déficits de financement comme le Mozambique pourraient bénéficier de la possibilité de raccourcir la période de mise en

œuvre afin de maximiser l'impact d'une allocation limitée, mais ils ont été découragés de le faire ou confrontés à la complexité des modalités pratiques pour y parvenir.

Dans les pays dont les allocations sont nettement inférieures aux besoins actuels, la présentation exhaustive des besoins est particulièrement nécessaire pour permettre à des investissements stratégiques de soutenir des approches très efficaces ou innovantes. Ceci n'est pas possible si les pays et les prestataires d'assistance technique considèrent que l'allocation est la seule source de financement.

Au Malawi, l'allocation couvre à peine les coûts des traitements antirétroviraux, malgré le fait que le renforcement du programme de lutte contre le VIH exigera toute une gamme d'interventions. Au Mozambique, l'allocation a augmenté par rapport aux niveaux de financement précédents, mais elle est bien loin du financement nécessaire pour poursuivre le plan d'accélération du traitement largement reconnu. Les montants annuels des allocations de la Guinée et de la RDC atteignent à peine les niveaux des années précédentes : une période marquée par des contraintes majeures et des retards en matière de financement et de mise en œuvre. Ces deux pays ont rapidement besoin d'un plan de rattrapage pour améliorer le niveau de couverture et de qualité.

Soyons clairs: les faibles allocations au titre du nouveau modèle de financement sont essentiellement dues à l'insuffisance des financements. Elles sont le résultat de la répartition des fonds disponibles. Fondamentalement, le Fonds mondial reconnaît que les allocations ne reflètent pas les besoins réels du pays, ses objectifs ou sa capacité à les réaliser, et que les allocations ne prennent pas en compte les efforts continus de renouvellement des ressources du Fonds mondial et des autres bailleurs.

On a consacré beaucoup de temps et d'efforts à la création de la formule qui génère l'allocation de chaque pays. Toutefois, peu importe le degré de sophistication, la formule ou l'ensemble des critères ne peut compenser un déficit global de financement.

Au mieux, les fonds des bailleurs internationaux destinés à la lutte contre le VIH stagnent. Il peut sembler pratique, du moins pour les bailleurs de fonds, de répondre aux besoins en se réfugiant derrière un modèle fondé sur des allocations qui s'adapte à la diminution de la volonté de payer. Mais le fait de réduire les ambitions et de « dissimuler » les besoins réels des gens dans des demandes de subvention limitées par le financement existant, et non guidées par ces besoins, crée une tendance dangereuse pour le Fonds mondial. Ce serait une acceptation du fait que les besoins urgents des patients sont supprimés de l'équation en faveur du confort des bailleurs de fonds.

La demande est nécessaire pour diriger l'offre, et cette hypothèse se vérifie également dans les

systèmes du Fonds mondial comme ailleurs. La demande du pays a été et reste un principe clé qui contribue à la réussite du Fonds mondial et est conservé dans le nouveau modèle de financement. Cette caractéristique qui le distingue des autres institutions de financement est nécessaire pour attirer des fonds supplémentaires. Une présentation exhaustive des besoins permet également aux acteurs de la société civile d'obliger leurs propres gouvernements à rendre des comptes par rapport à leur part de la riposte contre la maladie.

Bien qu'il y ait plus qu'assez d'argent dans le monde pour vaincre les trois maladies, le soutien politique dans ce sens est peut-être en déclin. Si les besoins des personnes sont cachés, la probabilité de mobiliser les fonds supplémentaires nécessaires est égale à zéro.

Pour éviter que le rôle et les objectifs stratégiques du Fonds mondial soient compromis, toute ambiguïté sur les besoins du nouveau modèle de financement doit être levée rapidement. Au lieu de réduire la demande des pays, ce nouveau modèle devrait être une incitation pour tous à respecter leurs promesses et constituer un cadre de mobilisation des ressources nécessaires à la lutte contre les trois principales maladies mortelles.

Nous encourageons vivement le Secrétariat du Fonds mondial, les partenaires techniques et les autres principaux acteurs à renforcer de manière proactive la qualité du soutien technique pour aider les pays dans l'élaboration de notes conceptuelles qui encouragent l'expression des priorités qui correspondent aux besoins des personnes et qui constituent une présentation exhaustive de ces besoins.

Il n'est pas bon de limiter notre riposte collective à des interventions qui s'inscrivent dans une enveloppe dont tous reconnaissent l'insuffisance. Le déficit actuel des ressources du Fonds mondial ne doit pas imposer une limite au rythme et à l'ampleur des efforts déployés par les pays pour prendre de vitesse les nouvelles infections et les problèmes de maladie liés au sida, à la tuberculose et au paludisme.

*Les auteurs Mit Philips et Kerstin Akerfeldt font partie de l'équipe d'accès à la santé/ unité d'analyse et de sensibilisation (« Health Access Team/ Analysis and Advocacy Unit » en anglais) de Médecins Sans Frontières, Centre opérationnel de Bruxelles. Les avis exprimés dans ce commentaire sont ceux de MSF. Pour plus d'informations, veuillez consulter la fiche d'information « Pushing the Envelope-does the Global Fund NFM foster country ambitions ? » disponible en anglais à l'adresse <http://www.msf.org/article/msf-issue-brief-pushing-envelope> qui présente les points de vue de MSF et les préoccupations actuelles concernant les principaux aspects du nouveau modèle de financement, sur la base des observations de ses équipes dans les pays qui préparent actuellement leurs plans stratégiques et leurs notes conceptuelles pour*

*accéder au financement.*

Lire l'article [en anglais](#). Read this article [in English](#).

[Cet article a été publié le 21 août 2014.]

Pour commenter cet article, cliquez [ici](#).

[HAUT](#)

---

**DISPONIBLE SUR [OFM LIVE](#):**

Les articles suivants ont été publiés dans la section 'OFM Live' du site web d'Aidsan. Cliquez sur le titre d'un article pour y accéder. Tous ces articles ne sont pas nécessairement reproduits dans la lettre d'information OFM.

**NOUVELLES : [Le Fonds mondial incité à revoir ses politiques sur les droits de l'homme](#)**

Le Fonds mondial devrait revoir sa position sur les politiques et les pratiques qui ont des conséquences négatives sur les droits de l'homme, notamment les programmes « 100% préservatif », la détention de patients atteints de tuberculose, la tenue de registres des consommateurs de drogues, l'accès limité aux services pour les consommateurs actifs, la stérilisation forcée et l'utilisation de préservatifs comme preuves dans des affaires judiciaires.

**NOUVELLES : [Publication d'un nouveau guide sur les instances de coordination nationale](#)**

[Une version actualisée](#) d'un guide sur la façon d'assurer l'efficacité des instances de coordination nationale vient d'être publiée. Ce guide a été préparé par Aidsan et le Centre d'appui technique régional pour l'Asie du Sud.

**NOUVELLES : [Le Malawi veut cibler ses messages sur le VIH pour atteindre les sourds et les aveugles](#)**



Les militants de la lutte contre le VIH au Malawi entament une nouvelle collaboration avec les défenseurs des personnes handicapées afin de s'assurer que les messages liés à la prévention du VIH atteignent même les sourds et les aveugles.

**NOUVELLES : La société civile demande une « présentation exhaustive des besoins » dans les notes conceptuelles soumises au Fonds mondial**

Trois délégations du Conseil d'administration du Fonds mondial se sont jointes à 11 organisations internationales non gouvernementales pour encourager les pays qui peuvent prétendre à une aide du Fonds mondial à élaborer des notes conceptuelles contenant une « présentation exhaustive des besoins »..

---

Ceci est le numéro 6 de la lettre d'information OBSERVATEUR DU FONDS MONDIAL (OFM).

**Vos idées par rapport aux sujets que nous devrions aborder dans l'OFM sont les bienvenues. Si vous avez une suggestion, faites-en part svp à la Rédactrice en chef de l'OFM (voir l'adresse plus bas).**

L'OFM est une source indépendante d'informations, d'analyses et d'opinions sur le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ([www.theglobalfund.org/fr](http://www.theglobalfund.org/fr)). L'OFM est distribué par courrier électronique au moins douze fois par année à près de 10,000 abonnés dans 170 pays.

La lettre d'information OFM est un service gratuit d'Aidspan ([www.aidspan.org/fr](http://www.aidspan.org/fr)), une ONG internationale établie au Kenya. Aidspan agit en tant qu'organisme de surveillance indépendant du Fonds mondial. Ses services sont destinés à tous les pays qui souhaitent obtenir et utiliser à bon escient les financements du Fonds mondial. Son travail est soutenu par des subventions de fondations et l'aide bilatérale.

Aidspan n'accepte aucun financement du Fonds mondial, ne fournit aucun service de conseil rémunéré, et n'offre aucun de ses produits à la vente. Le Conseil et le personnel du Fonds mondial n'ont aucune influence et ne portent aucune responsabilité par rapport au contenu de l'OFM ou de toute autre publication d'Aidspan.

La lettre d'information OFM est disponible en anglais et en français. Certains articles sont aussi disponibles en [russe](#) et en [espagnol](#).

Rédactrice en chef d'Aidspan: Lauren Gelfand ([lauren.gelfand@aidspan.org](mailto:lauren.gelfand@aidspan.org))

Directrice exécutive d'Aidspan: Kate Macintyre ([kate.macintyre@aidspan.org](mailto:kate.macintyre@aidspan.org))

La reproduction d'articles de cette lettre d'information est permise si la mention suivante est ajoutée:  
"Article original réalisé pour la lettre d'information l'Observateur du Fonds Mondial  
([www.aidspan.org/fr/page/ofm-en-direct](http://www.aidspan.org/fr/page/ofm-en-direct)), un service d'Aidspan."

**Etes-vous un nouveau venu par rapport aux questions relatives au Fonds mondial? Consultez le "Guide d'introduction au Fonds mondial - 3ième Edition" d'Aidspan**  
[www.aidspan.org/fr/page/guides-du-fonds-mondial](http://www.aidspan.org/fr/page/guides-du-fonds-mondial). (versions françaises Word et PDF disponibles sous "A Beginner's Guide to the Global Fund - 3rd Edition")

Pour vous abonner à la lettre OFM, visitez [www.aidspan.org/fr/user/register](http://www.aidspan.org/fr/user/register).

Ce numéro de la lettre d'information OFM a été envoyé à {gfo\_subscriber\_email\_address}. Pour modifier votre adresse de courriel ou compléter votre profil avec des informations utiles telles que votre pays de résidence, connectez-vous au compte que nous avons créé pour vous [ici](#) et mettez-le à jour. Si vous n'avez pas encore de mot de passe pour vous connecter, vous pourrez demander (sur le même site) qu'il vous soit envoyé par courriel.

Cliquez [ici](#) pour vous désinscrire.

Pour plus d'information sur la lettre OFM et les numéros précédents, visitez [www.aidspan.org/fr/page/ofm-en-direct](http://www.aidspan.org/fr/page/ofm-en-direct). Pour des informations sur les subventions accordées par le Fonds mondial, visitez [www.aidspan.org/fr/page/vue-densemble-des-subventions-du-fonds-mondial](http://www.aidspan.org/fr/page/vue-densemble-des-subventions-du-fonds-mondial)

Si vous souhaitez écrire des articles pour l'OFM, veuillez contacter la rédactrice en chef à l'adresse indiquée plus haut.

Copyright (c) 2014 Aidspan. Tous droits réservés.

[HAUT](#)